



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2011

Pays : Islande

Correspondant national

Nom Prénom : **VALBERG JENSSON Helgi**

Profession : **Legal Expert**

Organisation : **Ministry of the Interior**

E-mail : **helgi.valberg@irr.is**

N° Téléphone : **+354 545 90 00**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier 2011)

318 452

2) Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €) - (Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP)

	Montant
Niveau national	3 645 801 690
Niveau territorial / entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	NA

3) PIB par habitant (en €)

29 857

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

34 174

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2011

153,8

A.1

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et, le cas échéant, tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies:

Source for Q1, Q2 and Q4, Statistics Iceland. Regarding Q4, the amount is based on full time employees in the private sector.

Q2 : The increase can be explained by the strengthening of the ISK. The average exchange rate in 2008 was 170 but in 2010 it was 153,8. Public expenditure has increased due to a higher index of consumer prices by 10,5%, and increasing salaries by 12% between 2008 and 2009 and an additional 5% until 2010.

Q3 : The difference between the years can be explained to the bankcrises and changes in the currency.

Q4 : The increase can be explained by the strengthening of the ISK. The average exchange rate in 2008 was 170 but in 2010 it was 153,8. Public expenditure has increased due to a higher index of consumer prices by 10,5%, and increasing salaries by 12% between 2008 and 2009 and an additional 5% until 2010.

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en €(si possible sans le budget du ministère public et de l'aide judiciaire) :

TOTAL du budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	7 413 547
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)		NA
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	123 537
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.), sans l'aide judiciaire. NB: ne concerne pas les taxes et frais à payer par les parties.		NA
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)		NA
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)		NA
6. Budget public annuel alloué à la formation		NA
7. Autres (Veuillez préciser)		NA

7) Dans le cas où vous ne pouvez pas distinguer le budget du ministère public et de l'aide judiciaire du budget alloué à l'ensemble des tribunaux, veuillez l'indiquer clairement. Si "autres", veuillez le préciser :

8) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
- en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t-il des exceptions à la règle de payer une taxe ou des frais ? Veuillez préciser ces exceptions:

According to Art. 1(5) of the Additional Treasury Income Act No 88/1991 fees are not paid in:

1. Cases for the collection of salaries.
2. Cases for the determination of the paternity of a child
3. Cases to contest paternity or for the annulment of a voluntary declaration of paternity.
4. Cases regarding legal Competence
5. Cases regarding electoral registers
6. Einkarefsimálum.
7. Cases where the litigant receives legal aid
8. Cases regarding custody of a child
9. Afhendingarmál, cf. Act No 160/1995 on Recognition and Enforcement of Foreign Decisions on the Custody of Children.

9) Montant annuel des taxes ou frais judiciaires perçus par l'Etat (en €)

NAP

10) Budget public annuel approuvé et alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget n'inclut pas seulement le budget approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux comme défini à la question 6, mais aussi le système pénitentiaire, la protection judiciaire de la jeunesse, le fonctionnement du ministère de la Justice, etc.)

NA

23 343 734

11) Veuillez préciser les éléments composant le budget de l'ensemble du système de justice.

Si "autre", veuillez préciser dans la case "commentaire" ci-dessous.

Système des juridictions	Oui
Aide judiciaire	Oui
Ministère public	Oui
Système pénitentiaire	Oui
Service de probation	Oui
Conseil de la justice	Non
Protection judiciaire de la jeunesse	Non
Fonctionnement du ministère de la justice	Oui
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	Non
Autres	Non

Commentaire :

12) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire, en €- Si une ou plusieurs données ne sont pas disponibles, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Total du budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	12.1 Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire en matière pénale	12.2 Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire en matière autre que pénale
Montant (en €)	4004810	2473349	1531461

13) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €). Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données.

Montant

872 985

Commentaire :

14) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	des tribunaux	des tribunaux	budget entre les tribunaux	budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre ministère	Non	Non	Non	Oui

Parlement	Non	Oui	Non	Non
Cour Suprême	Oui	Non	Non	Non
Conseil Supérieur de la Magistrature	Oui	Non	Oui	Non
Tribunaux	Oui	Non	Oui	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Oui
Autre	Non	Non	Non	Non

15) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 14) :

A.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Questions 10 and 12: The increase can be explained by the strengthening of the ISK. The average exchange rate in 2008 was 170 but in 2010 it was 153,8. Public expenditure has increased due to a higher index of consumer prices by 10,5%, and increasing salaries by 12% between 2008 and 2009 and an additional 5% until 2010.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 9, 10, 11, 12 et 13.

The ministry of the interior, budgeting and finance department

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

16) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui

17) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

NAP

18) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

NAP

19) L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ? Si oui, veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
	Non	Oui

Commentaire :

Legal aid in civil cases can be granted for all costs associated with a court case, including fees of technical advisors or experts, travel costs, etc. depending on the circumstances.

20) Nombre d'affaires portées devant les tribunaux et ayant bénéficié de l'aide judiciaire. Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous, le cas échéant. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

[Cette question porte sur le nombre annuel de décisions octroyant l'aide judiciaire aux justiciables qui ont saisi un tribunal. Elle ne concerne pas le conseil juridique fourni pour des affaires qui ne sont pas portées devant un tribunal.]

	Nombre
--	--------

Total	NA
en matière pénale	NA
en matière autre que pénale	NA

Commentaire :

other than criminal cases, statistics provided by the legal aid committee for the year 2010, provide that the number of approved applications for legal aid were 317. When the application is approved the case has not yet been brought before the court but is in the process of being brought before the court.

21) En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ? Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Personnes mises en cause	Oui
Victimes	Oui

Commentaire :

Regarding victims: Art 41 of the Act on Criminal Procedure nr. 88/2008 provides that victims have to right to a lawyer financed by a public budget during the investigation of a crime in certain cases, eg. when the victim is under 18 years old, when the investigation concerns ch. XXII of the penal code (sexual offences).

When the investigation concerns ch. XXIII (manslaughter and bodily injuries) or ch. XXIV (offences against personal freedom) or art 251-253 (Art. 251 Anyone obtaining funds from another by threatening a person or his/her next-of-kin with exerting physical violence, deprivation of freedom or submitting false accusation of punishable or dishonourable conduct on his/her part or that of his/her next-of-kin or other such accusation, although this be true, if the compulsion is not sufficiently entitled on account of the matter at which the threat is aimed or finally by threatening him/her with causing considerable damage to or destruction of his/her assets, shall be subject to imprisonment for up to 6 years.

Art. 252 Anyone who by means of physical violence or a threat of exerting this forthwith takes from a person or forces him/her to hand over funds or other valuables, conceals an article which is being stolen or compels a person to do or omit something which entails financial loss for that person or others, shall be subject to imprisonment for no less than 6 months and up to 10 years. In case very great danger has attached to the robbery the penalty may, however, consist of up to 16 years imprisonment.

Art. 253 In case a person has taken advantage of the distress of another, his/her naïveté, ignorance or his/her being dependent upon the former in order to obtain interests by means of a legal instrument or to reserve these for himself/herself so that there be an obvious difference between these interests and the payment rendered or to be rendered in respect of these or if these interests were to be granted free of charge, this is subject to ? 1) imprisonment for up to 2 years.) and the victim has suffered great damages physically or mentally due to the crime or the crime was committed by someone close to the victim. The police evaluates whether there is a need for the special assistance of such a lawyer to assist the victim in the case.

Accused individuals: Have the right to a lawyer financed by a public budget according to ch. IV of Act nr. 88/2008 on criminal procedure.

22) Si oui, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

Oui

Non

23) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire ? Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous les informations utiles à l'interprétation des données fournies. Si un tel système existe, mais que les données ne sont pas disponibles, veuillez indiquer NA. Si un tel système n'existe pas, veuillez indiquer NAP.

	montant du revenu (si possible pour une personne) en €	valeur des biens (patrimoine) en €
en matière pénale	NAP	NAP
en matière autre que pénale ?	13004	NAP

Commentaire :

Art 7 of the regulation on legal aid and the legal aid committee nr. 45/2008 provides that it will look to annual income before taxes and other expenses, for individuals it is euro 13004 and for couples it is 19557. When the applicant for legal aid is younger than 18 years the committee looks to the income of both parents. For each child that an individual supports the roof on the amount of income is raised by euro 1625,5. The committee also looks towards financial burdens and makes an evaluation looking to all factors.

24) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

Art. 5 of the regulation on legal aid and the legal aid committee nr. 45/2008 provides that when the committee evaluates merit of the case it shall look towards the following main considerations:

1. The case is of the nature that it is normal that it is paid for by public funds. Legal aid should as a rule not be granted when the dispute is the following unless special reasons allow for legal aid:
 - a. The dispute regards business of the applicant and is in connection with the applicant's work and the applicant has with his actions or inactions gotten him or herself in the dispute that the case is supposed to handle,
 - b. The dispute is between closely related individuals,
 - c. The dispute regards insignificant interests and the costs are impropportionate to the likely costs of the case going before the courts
 - d. The applicant has shown great negligence that results in a difficult burden of proof
2. The case is clear enough that it is necessary and at the appropriate point in time to be brought before the courts. The following shall be considered:
 - a. The circumstances and arguments are clear enough so that it is ready to be handled by the courts
 - b. Whether the individuals concerned have tried to solve the matter outside the courts, ie by administrative committees,
 - c. Whether all documents have been acquired and a court case is necessary at this point in time.
3. The case seems to be likely to succeed at court. For example the committee can look to whether the courts have handled similar cases.
4. If the case regards a dispute that is already before the courts and is a similar case, that will likely set a precedent, it is permitted to refuse legal aid until it is possible to see whether the case is likely to succeed.

25) La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?

une instance mixte (tribunal/organe externe)?

26) Existe-t-il un système privé d'assurance protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
 Non

Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène grandissant ?

Various insurance companies sell these types of insurances

27) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés:

en matière pénale ?	Yes
en matière autre que pénale ?	Yes

B.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23:

Committee on legal aid and regulation on legal aid nr. 43/2008 art. 7

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

28) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

Les sites internet mentionnés pourraient figurer notamment sur le site internet de la CEPEJ. Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous quels documents et informations sont inclus aux adresses concernant "autres documents" :

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.althingi.is,
www.reglugerd.is |
| <input type="checkbox"/> à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.domstolar.is,
www.haestirettur.is |
| <input type="checkbox"/> à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.island.is,
www.logbirtingarblad.is,
www.syslumenn.is |

Commentaire :
 Applications and forms.

29) Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

30) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

An information brochure on victims rights has been distributed to all poliec commissioners and victims have the right to an appointed advocate. There is also an emergency reception set up especially for victims of sexual abuse at the Unviersity Hospital.

31) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires. Si "autres personnes vulnérables" et/ou "autres modalités particulières", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Cette question ne concerne pas la phase d'investigation par la police et elle ne concerne pas l'indemnisation des victimes d'infractions traitée aux questions 32 à 34.]

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les audiences	Autres
Victimes de viol	Oui	Oui	Oui
Victimes du terrorisme	Oui	Oui	Oui
Enfants (témoins ou victimes)	Oui	Oui	Oui
Victimes de violence domestique	Oui	Oui	Oui
Minorités ethniques	Oui	Oui	Non
Personnes handicapées	Oui	Oui	Oui
Délinquants mineurs	Oui	Oui	Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des être humains)	Non	Oui	Oui

Commentaire :

para 1 and 2 Art 41 Act on criminal procedure nr. 88/2008.

32) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quels types d'infractions

According to Art. 172 of Act nr. 88/2008 a victim and whoever believes he has a claim for compensation regarding a criminal case can request a judgement on the claim in a criminal case.

If the individual is awarded compensation it is paid by public funds but the claim is collected from the responsible person as possible.

33) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en:

- un dispositif public ?
- des dommages et intérêts à payer par la personne responsable (par décision du tribunal) ?
- un dispositif privé ?

34) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

35) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Articles of the Code of Criminal Procedure no. 88/2008

Art. 39-40 Instruction and announcement duties by the Police to victim of crime.

Art. 41. Nomination of lawyer for victims of crime if sex offence or if requested by the victims. It is always obliged if the victim is under 18.

Art. 47: Only right to access files regarding the victim.

Art. 172: Instruction duties to victims of crime because of compensation.

Art 201: Announcement duties to victims of crime because of appeal to the Supreme Court.

36) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire?

Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision du tribunal".

- Oui
- Non
- NAP (le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision judiciaire est nécessaire)

Le cas échéant, veuillez préciser :

Under the Administrative Procedure Act, the prosecutor is obliged to cite reasons for a decision to drop a case if requested to do so by parties concerned. Appeals may be lodged with the Director of Public Prosecutions against decisions of this type taken by prosecutors. The DPP may either set the decision aside or uphold it. No appeal against a prosecutors' decisions to issue indictments may be lodged with the DPP. The general principle in Icelandic Law is that victims do not influence the decision on whether or not indictments are issued in criminal cases. In some cases, prosecutors are not able to institute criminal proceedings unless the victim demands that punishment be imposed: these categories include burglary, minor damage to property and defamation.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

37) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation, le nombre d'affaires, le résultat des procédures et le dispositif actuel permettant de calculer le montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

According to act. no. 88/2008, art. 228 a court can decide that person will be compensated for wrongful arrest and for wrongful condemnation. Daily tariffs are not defined in the Code.

38) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? (plusieurs options possibles)

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des parties
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des victimes

Si possible, veuillez préciser leurs titres, objets et sites internet où elles peuvent être consultées :

Iceland has general opinion surveys that measures trust and/or satisfaction of the judiciary system. For further informaitons: <http://www.capacent.is/>
If needed, special surveys can be performed to measure trust and/or satisfaction with the services delivered by the judiciary system, as referred in Q41.

39) Si possible, veuillez préciser :

	Enquêtes systématiques (par exemple annuelles)	Enquêtes occasionnelles
Enquêtes au niveau national	Non	Non
Enquêtes au niveau		

des tribunaux	Non	Non
---------------	-----	-----

40) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)?

- Oui
 Non

41) Veuillez préciser l'autorité compétente pour traiter de telles plaintes et informer si l'autorité doit ou ne doit pas respecter un délai pour répondre et/ou un délai pour traiter la plainte (plusieurs réponses possibles). Veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Délai pour répondre (par exemple pour accuser réception de la plainte, pour informer des suites qui lui seront données, etc.)	Délai pour traiter la plainte	Pas de délais
Tribunal concerné	Oui	Oui	Non
Instance supérieure	Oui	Oui	Non
Ministère de la Justice	Oui	Oui	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Oui	Oui	Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Oui	Oui	Non

Commentaire :

Article 28

If the person in charge of a court considers that the professional conduct or performance of a judge, or his private conduct, is worthy of censure, without the provisions of the second paragraph being applicable, he may request, orally or in writing, that the judge correct the matter.

If a request made in accordance with the first paragraph is not successful, or if the person in charge of the court considers the matter so serious that a request of this kind is not suitable, the person in charge of the court shall refer the matter to the Committee on Judicial Functions in writing, stating the reasons. The same procedure shall be followed in case a judge does not heed a decision of the Judicial Council or a prohibition laid down in accordance with the provisions of Section 26, fourth paragraph.

The [Minister]1 may refer a matter to the Committee on Judicial Functions in the manner provided for in the second paragraph. The Committee may also consider a matter on its own initiative if the situation is such as described there.

If the Committee on Judicial Functions receives a matter for consideration in the manner described in the second or third paragraphs, the Committee shall afford the judge in question an opportunity to reply to the allegations in a written exposition. The Committee shall in other respects collect evidence as it may consider necessary. The procedure shall in other respects be governed by the provisions of the Administrative Procedures Act, as applicable.

The Committee on Judicial Functions shall bring a matter to a conclusion by a written and reasoned opinion on whether the judge in question shall be admonished. An admonition shall be made in a manner offering proof, and a copy shall also be sent to the person in charge of the relevant court and to the [Minister]1. If the judge is a district court judge, the Judicial Council shall also be sent a copy.

A judge who has been admonished may take legal action for its invalidation against the [Minister]1 on behalf of the State within one month from when the admonition was served the judge.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

42) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre total
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	8
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	2
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	10

43) Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance. Si "autres tribunaux spécialisés de 1ère instance", veuillez donner des précisions dans la boîte "commentaire" ci-dessous. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	2
Tribunaux commerciaux	NA
Tribunaux du travail	1
Tribunaux des affaires familiales	NA
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	NA
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	NA
Tribunaux administratifs	NA
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	NA
Tribunaux militaires	NA
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	1

Commentaire :

Other: Landsdomur, the High Court, for criminal proceedings against current or former elected officials. The judgements of this court can not been appealed.

44) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux) ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

A group of professional organisations in the legal system in Iceland (lawyers, litigators, judges and prosecutors) appealed to the Minister to change the judicial system from a two tier court system to a three tier court system, adding a court of appeals to the present system of district courts and the supreme court. A working group appointed by the Minister has delivered a report with two recommendations, either to set up a court of appeals for criminal cases only, or a court of appeals for both civil and criminal cases. The Minister has expressed a will to set up a three tier system with a court of appeals but a decision has not been reached regarding the two choices set forth by the working group.

Another idea that is being discussed within the Ministry is to merge the district courts, no decision has been made regarding this idea.

45) Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour les affaires suivantes. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance.	8
le licenciement	8
le vol avec violence	8

Veuillez préciser la définition d'une petite créance et indiquer le montant financier en dessous duquel une créance est considérée comme telle :

NAP

Veuillez indiquer les sources utilisées pour les réponses aux questions 42, 43 et 45 :

Ministry of the Interior

3. 1. 2. Juges et personnels non-juges

46) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre 2010)

(veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données ci-dessus.

[Veuillez vous assurer que les procureurs et leurs personnels sont exclus des réponses suivantes (ils sont concernés par les questions 55-60). Si la distinction entre personnels attachés aux juges et personnels attachés aux procureurs n'est pas possible, merci de l'indiquer clairement.

Veillez indiquer le nombre de postes effectivement pourvus à la date de référence et non pas les effectifs budgétaires théoriques.]

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	52	36	16
1. Nombre de juges professionnels de première instance	43	28	15
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	9	8	1

Commentaire :

47) Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	9	7	2
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	8	7	1
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1	NAP	1

48) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre 2010). Si nécessaire, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile pour l'interprétation de la réponse à la question 48.

Donnée brute

NA

Si possible, donnée en équivalent temps plein

NA

Commentaire :

49) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre 2010) (y compris les "lay judges" et juges consulaires ; les arbitres et les jurés sont exclus de cette donnée).

Donnée brute

NAP

50) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

51) Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence :

NAP

52) Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre 2010) (cette donnée ne devrait pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés). Si « autres personnels non juges », veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	NA
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	NA
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	NA
4. Personnels techniques	NA
5. Autres personnels non juges	NA

Commentaire :

At the Supreme court 11 total non-judge staff, 4 assistants to judges and 7 staff in administrative tasks and management. The information was not available at the judicial council of district courts at the time of completion of the questionnaire.

53) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

In Iceland there are no Rechtspfleger or similar bodies. The only staff that have judicial power are the judges. The other lawyers are judges assistants but with no judicial power.

54) Les tribunaux ont-ils délégué certains services, relevant de leur compétence, à un service privé (par exemple, la maintenance informatique, la formation continue du personnel, la sécurité, les archives, le nettoyage)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

At the Supreme court IT services and cleaning are delegated to private providers. The information was not available at the judicial council of district courts at the time of completion of the questionnaire.

C.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources utilisées pour les réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

The supreme court, the district courts and the ministry of the interior.

3. 1. 3. Procureurs et personnel

55) Nombre de procureurs au 31 décembre 2010 (veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	81	43	38
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	74	41	33
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	7	2	5

Commentaire :

56) Nombre de chefs des ministères publics. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile pour l'interprétation des données.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	17	13	4
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	16	13	3
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1	0	1

Commentaire :

57) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Nombre (en équivalent temps plein)

58) Si oui, veuillez préciser leurs noms et fonctions :**59) Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?**

- Oui
 Non

60) Nombre de personnels (non procureurs) rattachés au ministère public (si possible au 31 décembre 2010) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

Nombre

NAP

C.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer la source des réponses aux questions 55, 56 et 60

Director of public prosecutions

3. 1. 4. Budget du tribunal et nouvelles technologies

61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ? Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Oui	Oui	Oui	Oui
Président du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Directeur administratif du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Greffier en chef	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Traitement de texte	100% of courts
Base de données électronique pour la jurisprudence	100% of courts
Dossiers électroniques	100% of courts
E-mail	100% of courts
Connexion internet	100% of courts

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Enregistrement des affaires	100% of courts
Système d'information sur la gestion du tribunal	0 % of courts
Système d'information financière	100% of courts
Vidéoconférence	0 % of courts

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Formulaire électronique	0 % of courts
Site internet	100% of courts
Suivi électronique des affaires	0 % of courts
Registres électroniques	0 % of courts
Recouvrement électronique d'une petite créance	0 % of courts
Recouvrement électronique d'une créance non contestée	0 % of courts
Dépôt d'un recours depuis un poste informatique	0 % of courts
Vidéoconférence	0 % of courts
Autres moyens de communication électronique	100% of courts

65) L'utilisation de la vidéoconférence dans les tribunaux (détails de la question 65). Veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute précision sur le cadre juridique et le développement de la vidéoconférence dans votre pays.

	65.1 En matière pénale, les tribunaux et les parquets ont-ils recours à la vidéoconférence pour des auditions de prévenus ou de témoins ?	65.2 Ces auditions par le juge / le procureur peuvent-elles avoir lieu dans les services de police ou/et les établissements pénitentiaires ?	65.3 Existe-t-il une législation spécifique sur les conditions d'utilisation de la vidéoconférence par les tribunaux ou les parquets, en particulier pour préserver les droits de la défense ?	65.4 La vidéoconférence est-elle utilisée en matière autre que pénale ?
	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

C.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3. 2. Performance et évaluation

3. 2. 1. Performance et évaluation

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

The judicial council of district courts handles statistical data regarding the functioning of the courts and judiciary. Domstolarad, domshusinu vid Laekjartorg, 101 Reykjavik, Iceland. The Supreme Court collects its own statistical data regarding the functioning of the court. The Supreme Court, Domshusinu vid Arnarhol, 150 Reykjavik, Iceland

67) Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires traitées, d'affaires en instance, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

68) Existe-t-il dans les tribunaux un système de suivi régulier des activités des tribunaux concernant:

Le système de suivi des activités vise à contrôler l'activité quotidienne des tribunaux (en particulier la production des tribunaux) notamment au travers de collectes de données et d'analyses statistiques (v. aussi les questions 80 et 81).

le nombre de nouvelles affaires ?

le nombre de décisions rendues ?

le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?

la durée des procédures (délais)?

autre ?

Si autre, veuillez préciser :

The Supreme Court and the Judicial Council of District Courts review this annually.

69) Existe-t-il un système d'évaluation régulière de l'activité (en termes de performance et de rendement) de chaque tribunal ?

Le système d'évaluation concerne la performance des systèmes judiciaires, incluant une vision à plus long terme et utilisant des indicateurs et des objectifs. Cette évaluation peut avoir une nature plus qualitative (v. questions 69-77). Elle ne concerne pas l'évaluation globale du (bon) fonctionnement des tribunaux (v. question 82).

- Oui
 Non

Veillez préciser :

The judicial council of district courts.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité (si non, veuillez passer à la question 72) :

- Oui
 Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis :

- nouvelles affaires
 durée des procédures (délais)
 affaires terminées
 affaires pendantes et stocks d'affaires
 productivité des juges et des personnels des tribunaux
 pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
 exécution des décisions pénales
 satisfaction du personnel des tribunaux
 satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
 qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
 coûts des procédures judiciaires
 autre

Si autre, veuillez préciser :

72) Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance (par exemple un nombre d'affaires à traiter par mois) pour chaque juge ?

- Oui
 Non

73) Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels des juges :

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 Autre

Si autre, veuillez préciser :

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
 Non

75) Veuillez préciser qui fixe les objectifs des tribunaux :

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 autre

Si autre, veuillez préciser :

76) Veuillez préciser les principaux objectifs appliqués aux tribunaux:

Length of proceedings and the number of cases closed.

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (v. questions 69 à 76) (réponses multiples possible):

- Conseil Supérieur de la Magistrature
 Ministère de la justice
 organe d'inspection
 Cour Suprême
 organe d'audit extérieur
 autre

Si autre, veuillez préciser :

78) Existe-t-il des standards de qualité définis pour l'ensemble du système judiciaire (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables de ces standards de qualité ?

- Oui
 Non

80) Existe-t-il une procédure d'évaluation permettant de mesurer le stock d'affaires en

instance et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

81) Disposez-vous d'une procédure d'évaluation permettant de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

However the Supreme Court looks towards considers the timeframe of proceedings at the district courts when handling appeals.

82) Existe-t-il un système d'évaluation globale du (bon) fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori?

Cette question ne concerne pas l'évaluation spécifique d'indicateurs de performance.

- Oui
- Non

Veuillez préciser la fréquence de l'évaluation:

The Judicial Council monitors and the norm is to check it yearly.

83) Existe-t-il une procédure régulière de suivi et d'évaluation de l'activité du ministère public ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser:

The general prosecutor monitors the performance of the prosecution services. The Ministry of the Interior, additionally performs an inspection of various police commissionerars after demand.

C.4

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

Based on information from the Judicial Council in previous years and the Supreme Court.

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Informations générales

84) Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquels le suspect n'est ni présent ni représenté par un professionnel juridique durant l'audience) ?

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA.

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA
Procédures civiles - Article 6§1 (non-exécution)	NA	NA	NA	NA
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA

Veuillez préciser les sources :

D.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?
 il n'y a pas de procédure spécifique

Si oui, veuillez préciser:

According to chapter 19 of the Code of Civil Procedure no. 91/1991 it is allowed, in special occasions, to speed up the procedure of civil and administrative cases.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?
- il n'y a pas de procédure simplifiée

Si oui, veuillez préciser:

Police settlement for instance for minor traffic offences or shoplifting.

Act no. 88/2008, art. 148-150.

Regulation no. 205/2009.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Courts and lawyers have the possibility to conclude agreements on modalities for processing cases to some extent. The exception is when timeframes are bound by law. Supreme Court judges decide dates of hearings.

4. 2. 2. La gestion des flux d'affaires et la durée des procédures judiciaires

90) Note:

Les correspondants nationaux sont invités à faire particulièrement attention à la qualité des réponses aux questions 91 à 102 concernant la gestion des flux d'affaires et la durée des procédures judiciaires. La CEPEJ a convenu que les données correspondantes ne seront traitées et publiées que dans la mesure où un nombre significatif d'Etats membres – tenant compte des données présentées dans le précédent rapport – y aura répondu, permettant une comparaison utile entre les systèmes.

91) Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales". Si la donnée n'est pas disponible, indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, indiquer NAP.

Note 1: les affaires des catégories 3 à 5 (exécution, registres foncier et du commerce) doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires de la catégorie 6 (administratives) doivent aussi être mentionnées séparément pour les pays disposant de tribunaux spécialisés, ayant des procédures spécifiques de droit administratif ou capables de distinguer affaires administratives et affaires civiles.

Note 2: vérifier la cohérence horizontale et verticale des données fournies. La cohérence horizontale des données signifie: "(affaires pendantes au 1er janvier 2010 + nouvelles affaires) – affaires terminées" doit correspondre au nombre d'affaires pendantes au 31.12.2010. La cohérence verticale des données signifie que la somme des catégories 1 à 7 doit correspondre au total des affaires "autres que pénales".

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1+2+3+4+5+6+7) *	NA	NA	NA	NA
1. Affaires civiles (et	NA	NA	NA	NA

commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)*				
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)*	NA	NA	NA	NA
3. Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4. Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5. Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	NA	NA	NA	NA
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	NA	NA	NA	NA

92) Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

93) Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

94) Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note : Veuillez vérifier que les données fournies sont cohérentes (horizontalement et verticalement). La cohérence horizontale des données signifie que : "(affaires pendantes au 1er janvier 2010 + nouvelles affaires) – affaires terminées" doit correspondre au nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2010. La cohérence verticale des données signifie que la somme des catégories 8 et 9 en matière pénale doit correspondre au nombre total d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NA	NA	NA	NA
8. Affaires pénales (infractions graves)	NA	NA	NA	NA
9. Petites infractions	NA	NA	NA	NA

95) La classification entre affaires pénales graves et petites infractions peut être difficile. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative).

**-----
Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires comprises dans la catégorie infractions graves et les affaires à inclure dans la catégorie petites infractions :**

96) Commentaires relatifs aux questions 91 à 95. Vous pouvez indiquer par exemple une situation particulière dans votre pays, expliquer vos réponses NA ou NAP ou expliquer le calcul du total d'affaires « autres que pénales » ou la différence au niveau de la cohérence horizontale etc.

The statistics available do not follow the same format as the questionnaire.

Years 2009, 2010

Civil cases, oral proceedings 1.652, 1.397

Written civil cases (undisputed claims) 21.389, 11.025

Criminal cases 4.219, 4.003

Indictment cases 2.423, 2.149

Applications for insolvency proceedings 2.508, 2.790

Decisions regarding investigations 1.523, 1.418

Disputes regarding insolvency decisions 125, 620

97) Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre total d'affaires « autres que pénales ». Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note: le nombre total d'affaires « autres que pénales » inclut tous les catégories d'affaires présentés (chiffre 1 à 7).

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	NAP	NAP	NAP	NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)*	NAP	NAP	NAP	NAP
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)*	NAP	NAP	NAP	NAP
3. Affaires relatives à l'exécution	NAP	NAP	NAP	NAP
4. Affaires relatives au registre foncier	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Affaires relatives au registre du commerce	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	NAP	NAP	NAP	NAP
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	NAP	NAP	NAP	NAP

98) Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre total d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31
--	-------------------------	----------------------	--------------------	--------------------------

	janvier 2010			décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NAP	NAP	NAP	NAP
8. Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9. Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

99) Cours suprêmes : nombre total d'affaires "autres que pénales". Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note: le nombre total d'affaires « autres que pénales » inclut tous les catégories d'affaires présentés (chiffre 1 à 7).

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	197	422	421	158
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)	NAP	NAP	NAP	NAP
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)	NAP	NAP	NAP	NAP
3. Affaires relatives à l'exécution	NAP	NAP	NAP	NAP
4. Affaires relatives au registre foncier	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Affaires relatives au registre du commerce	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	NAP	NAP	NAP	NAP
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	NAP	NAP	NAP	NAP

100) Cours suprêmes : Nombre total d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	53	304	289	40
8. Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9. Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

101) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2010	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA
Licenciements	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	NA	NA	NA	NA
Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA

102) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

[La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution. Nouveau : elle concerne la première, la deuxième et la troisième instance.]

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)
Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA	NA

103) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

In general divorce cases don't go to the courts (they go to the district commissioners)

104) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? Veuillez décrire la méthode de calcul.

NA

105) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution

- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision du tribunal (observer la cohérence avec la question 36!)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Si "autres attributions significatives", veuillez préciser :

106) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

107) La gestion des affaires par le procureur: ombre total des affaires pénales en 1ère instance. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous)	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	NA	NA	NA	NA

108) Total des affaires classées sans suite par le procureur. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre
Total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3)	NA
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	NA
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	NA
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	NA

109) Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

- Oui
- Non

D.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Regarding the information's requested in this chapter, they were not available from the judicial council at the time of completion. This data may be though be available later this year and can be provided if wanted.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107 et 108.

The Supreme Court, the website of the Judicial Council of the District Courts (www.domstolar.is/domstolarad), the director of public prosecutions

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Recrutement et promotion

5. 1. 1. Recrutement et promotion

110) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Principalement par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

Following an advertisement, the judges are evaluated by the "committee to evaluate the ability of the applicants for office of supreme or district courts". The committee designated as the most qualified of the applicants, one or more.

Act on the Judiciary No. 15/1998

The Supreme court of Iceland

Section 4

The Supreme court of Iceland shall be composed of nine judges, commissioned for an indefinite period of time by the President of Iceland as proposed by the minister of justice.

Only a person who fulfils the following conditions may be commissioned to the office of supreme court judge:

1. Has attained the age of 35 years.
2. Is an Icelandic national.

3. Has the necessary mental and physical capacity.

Is legally competent to manage his or her personal and financial affairs, and has never been deprived of the control of his or her finances.

5. Has not committed any criminal act considered to be infamous in public opinion, or evinced any conduct detrimental to the trust that persons holding judicial office generally must enjoy.

6. Has completed a graduation examination in law, or graduated from a university with an education deemed equivalent thereto.

7. Has for a period not shorter than three years been a district court judge, Supreme Court lawyer, professor of a law, commissioner of police, magistrate, Director of Public Prosecutions, Assistant Director of Public Prosecutions, public prosecutor, Director General of a Government Ministry, Chief of Office at the Ministry of Justice, or Ombudsman, or has for such period discharged a similar function providing similar legal experience.

8. Is deemed capable to hold the office in the lights of his or her career and knowledge of law.

A person who is, or has been, married to a Supreme court judge already in office, or a person related to such judge by blood or marriage by ascent or descent, or in the second sideline, may not be commissioned to the office of a Supreme court judge.

The District Courts

Section 12

The judges of the district courts shall be 38 in number, appointed to their offices for an indefinite period of time by the minister of justice.

Only a person fulfilling the following qualifications may be appointed to the office of a district court judge:

1. Has attained the age of 35 years.
2. Is an Icelandic national.

3. Has the necessary mental and physical capacity.

Is legally competent to manage his or her personal and financial affairs, and has never been deprived of the control of his or her finances.

5. Has not committed any criminal act considered to be infamous in public opinion, or evinced any conduct detrimental to the trust that persons holding judicial office generally must enjoy.

6. Has completed a graduation examination in law, or graduated from a university with an education deemed equivalent.

7. Has for a period not shorter than three years been a Member of Parliament or has, without interrupting, been a lawyer representing litigants in court, or has been, as a main occupation, engaged as a lawyer with national or municipal public authorities. The periods in each of these occupations may be added together.

On 26 May 2010, Althingi passed Act No 45/2010 amending Act No 15/1998 on the judiciary, as amended (appointment of judges). Among the changes introduced in the Act was the appointment of an evaluation committee to assess the qualifications of applicants for judgeships, which committee was charged with reviewing applications for vacancies both in the Supreme Court of Iceland and the district courts. The second paragraph of Article 4(a) of Act No 15/1998 thus states that the evaluation committee

shall provide the Minister of the Interior with a written and reasoned opinion on applicants for the office of Supreme Court judge. The opinion of the evaluation committee shall state its position regarding which applicant is best qualified for the post, and it may rank two or more applicants equally. In other respects, the Minister shall establish further rules on the functions of the committee. The third paragraph of the Article further provides that no applicant may be appointed to the office of judge which the evaluation committee has not designated as the most qualified of the applicants, whether alone or equally ranked with others. However, derogation from this condition is permitted if Althingi adopts a motion of the Minister of Justice (now the Minister of the Interior) to appoint another identified applicant who, in the opinion of the evaluation committee, meets all the requirements laid down in the second and third paragraphs of Article 4. The Minister shall in such circumstances place the motion before Althingi within two weeks from the time of submission of the evaluation committee's opinion or within two weeks from the time that Althingi is next convened following submission of the opinion, and the motion must be approved within one month from the time that it is placed before Althingi or the Minister will be bound by the opinion of the evaluation committee.

111) Autorité(s) responsable(s): les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[Cette question ne concerne que l'autorité qui est responsable de la décision de recrutement (elle ne touche pas l'autorité formellement responsable de la nomination si elle est différente de la première).]

- Une instance composée seulement de juges?
 Une instance composée seulement de non juges?
 Une instance composée de juges et de non juges?

Veillez indiquer le nom de l'autorité responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

Judges are evaluated by the "committee to evaluate the ability of the applicants for office of supreme or district courts". The committee designated as the most qualified of the applicants, one or more.

Two members of the committee shall be nominated by the Supreme court, and one of them to serve chairman. The Icelandic Judges' Association shall nominate another member from among district court judges. The Icelandic Bar association shall nominate a third member from among active representatives in litigation. One member is elected by the parliament.

Based on the evaluation the minister of interior nominates the district court judges, but in case of supreme court judges, the president of Iceland nominates them.

However, derogation from this condition is permitted if Althingi adopts a motion of the Minister of Justice (now the Minister of the Interior) to appoint another identified applicant who, in the opinion of the evaluation committee, meets all the requirements laid down in the second and third paragraphs of Article 4 of Act No 15/1998.

112) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Si non, quelle instance est compétente pour la promotion des juges ?

113) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

NAP. All the courts are equal. It's not a promotion. The "judicial officers" are chosen out of group of judges that work at the court. If a district court judge wishes to become a supreme court judge he or she can apply when a position is advertised.

114) Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
 Non

115) Le statut du ministère public est-il:

- Indépendant?
 Sous l'autorité du ministre de la Justice?
 Autre?

Veuillez préciser:

The director of public prosecutions is the highest holder of prosecutorial powers in the country, according to Art. 20 of Act 88/2008 on criminal procedure. Pra 2 Art. 18 of the Act provides that prosecutors do not follow orders from other authorities regarding prosecutorial powers unless legal provisions provide for such. Art. 21 provides that the public prosecutor sets general rules and instructions about the treatment of prosecutorial powers and supervises the practice of prosecutorial powers in the country. Para 3 Art. 21 provides that the public prosecutor can give binding instructions to other prosecutors in particular cases. The director of public prosecutions can order the start of investigations, instruct on how it shall be executed and supervise it. The director of public prosecutions can revise the police commissioner's decision to drop a case on his own accord or after receiving a complaint by a party connected to the case. After receiving a complaint the director of public prosecutions can revise the police commissioner's decision to drop a case as it is not likely to suffice for a conviction, and the director of public prosecutions can revise the police commissioner's decisions to dismiss a case or stop investigating in an ongoing investigation. Art 19 of Act 88/2008 provides that the minister supervises the execution of prosecutorial powers and can request that the director of public prosecutions submits documents and report on particular cases. However, the ministry does not have the powers to initiate an independent criminal investigation and it does not have the power to revise the decisions of the director of public prosecutions or prosecutors, as such powers would go against the principle of the independence of the director of public prosecutions as the highest holder of prosecutorial powers in the country.

116) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Principalement par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
 Principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
 Une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
 Autres

Si "autres", veuillez préciser:

117) Autorité(s) responsable(s): les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de

carrière, par :

[Cette question ne concerne que l'autorité qui est responsable de la décision de recrutement (elle ne touche pas l'autorité formellement responsable de la nomination si elle est différente de la première).]

- Une instance composée seulement de procureurs ?
- Une instance composée seulement de non procureurs?
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs?

Veillez indiquer le nom de l'autorité responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

According to the Act on criminal procedure nr. 88/2008 the director of public prosecution shall be appointed for life by the Minister of the Interior and shall fulfill the legal requirements for appointments of judges to the Supreme Court. The director of public prosecutions shall also enjoy the same legal status as Supreme Court judges, as far as possible. A deputy director of public prosecution is appointed by the minister for life assists the director of public prosecutions. Also assisting are public prosecutors who are appointed by the minister for a 5 year term. The deputy director of public prosecutions shall fulfill the same legal requirements as for the appointments of district court judges. The director of public prosecutions employs other staff, among them being prosecution officers who have completed legal studies (bachelor's and master's degrees in law). When the position of director of public prosecutions or deputy director of public prosecutions is available the position is advertised. When the application deadline expires the procedure for appointment begins. (the procedure has been such for appointing director and deputy director of public prosecutions in 2011 that an independent ad hoc committee has been appointed to evaluate the applications and evaluate the qualifications of the applicants. When appointing prosecutors the applications have been forwarded to the director of public prosecutions for treatment which is then evaluated by the ministry).

118) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

119) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser:

The same criteria as promoting judges, as answered in question 113. Regarding procedures, see answer to question 115.

120) Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

121) Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui

Non

Si oui, existe-t-il des exceptions ? (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

Judges are appointed for life, or until the official age of retirement, but there are exceptions.

As stated in the Act on the Judiciary No 15/1998, judges are appointed for life. It is stated in same law, that a judge shall be relieved from office at his own request, subject to the rules generally applicable to government employees. A judge shall be deemed to be relieved automatically if he accepts a commission or appointment to another office. A judge may be relieved from office when he has attained the age of 65 years, but he shall subsequently be entitled to a pension as if he had been in office until the age of seventy, unless he is entitled to further rights according to constitutional law. A judge shall in any case be relieved from office when he has attained the age of seventy years.

The President of Iceland shall relieve a judge of the Supreme Court from office as proposed by the Minister of interior, and the Minister shall have this power with regard to district court judges.

In case of dismissal as a disciplinary sanction, it is stated in the act of The Judiciary, that if the person in charge of a court considers that the professional conduct or performance of a judge, or his private conduct, is worthy of censure, without the provisions of the second paragraph being applicable, he may request, orally or in writing, that the judge correct the matter. If a request made in accordance with this is not successful, or if the person in charge of the court considers the matter so serious that a request of this kind is not suitable, the person in charge of the court shall refer the matter to the Committee on Judicial Functions in writing, stating the reasons. The same procedure shall be followed in case a judge does not heed a decision of the Judicial Council or a prohibition laid down in accordance with the provisions of Section 26, fourth paragraph (Act of Judiciary No. 15/1998). The Minister of interior may refer a matter to the Committee on Judicial Functions in the manner provided for in the second paragraph. The Committee may also consider a matter on its own initiative if the situation is such as described there. If the Committee on Judicial Functions receives a matter for consideration in the manner described in the second or third paragraphs, the Committee shall afford the judge in question an opportunity to reply to the allegations in a written exposition. The Committee shall in other respects collect evidence as it may consider necessary. The procedure shall in other respects be governed by the provisions of the Administrative Procedures Act, as applicable. The Committee on Judicial Functions shall bring a matter to a conclusion by a written and reasoned opinion on whether the judge in question shall be admonished. An admonition shall be made in a manner offering proof, and a copy shall also be sent to the person in charge of the relevant court and to the Minister of interior. If the judge is a district court judge, the Judicial Council shall also be sent a copy. A judge who has been admonished may take legal action for its invalidation against the Minister of interior on behalf of the State within one month from when the admonition was served the judge.

A judge may be relieved from his office temporarily if he has been admonished and fails to heed the admonition within a suitable period of time, or if his conduct provides an occasion for a new admonition within a period of three years. A judge may also be relieved from his office temporarily if he is no longer in possession of the general qualifications required for judicial office. This shall also apply if a judge is subject to a criminal investigation, or if a criminal action is brought against him where the charges, if sustained, would have the effect of depriving the judge of the general qualifications for judicial office. The President of Iceland shall relieve a judge of the Supreme Court from office temporarily as proposed by the Minister of interior, and the Minister shall have this power with regard to district court judges. The Minister shall seek a written opinion of the Committee on Judicial Functions before a judge is temporarily relieved from office. If a judge has been relieved from office temporarily for reasons other than those mentioned in the final sentence of the first paragraph, legal action shall be brought against him within a period of two months as provided for in Section 30, first paragraph, and if this is not done, the decision shall be cancelled automatically. If the case is dismissed from court or the action is cancelled, the decision shall also be automatically cancelled unless a new action is brought within a period of two weeks; however, this may occur only once. A decision taken to relieve a judge from office, as provided for in the final sentence of the first paragraph shall stand until the investigation is concluded with a decision not to prosecute the judge, six months have passed without an indictment having been issued, a criminal action is brought to a conclusion of final acquittal, or until two weeks have passed from the pronouncement of a final judgment finding the judge guilty.

When a judge has been temporarily relieved from office, the Minister of interior, shall on behalf of the State, take legal action against him before the District Court of Reykjavík, requesting dismissal from office by judgment. The action shall be governed by the general rules on civil procedure, with the exception that expeditious procedure shall apply and that the case shall be handled by three district court judges. After a judgment has been rendered by the district court in a legal action taken as provided for in the first paragraph, the decision to relieve the judge from office temporarily shall remain in effect until the general time limits for appeal have passed, and, in case of appeal, while the action is in progress before the Supreme Court. A final judgment on dismissal from office has automatically that effect. If the court denies a request for dismissal from office, the judge is automatically reinstated in office as from the date a rendered judgment enters finally into effect.

122) S'il existe une période probatoire pour les juges (par exemple avant d'être nommé "à vie"), quelle en est la durée ? Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Durée de la période probatoire (en années)
	NAP

123) Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui
 Non

Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

The director and deputy director of public prosecutions are appointed for life, but other prosecutors are given a 5 year renewable mandate.

124) S'il existe une période probatoire pour les procureurs, quelle en est la durée? Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Durée de la période probatoire (en années)
	NAP

125) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (voir question 121), est-il renouvelable ? Quelle est la durée du mandat (en années)?

NAP

126) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (voir question 123), est-il renouvelable ? Quelle est la durée du mandat (en années)?

- Oui
 Non

Veuillez indiquer la durée du mandat (en années)

For prosecutors 5 years

E.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

The Ministry of the Interior (formerly the Ministry of Justice and Human Rights) publishes an advertisement seeking applications, either for judges at the Supreme court or the district Courts. The applications received are submitted to the evaluation committee for review. The committee can interview the applicants who they think can come to consideration as judges and the committee can also seek information from former employer. The committee can view any thing that the applicant has published, such as treatise, judgement or verdict.

The commentary on Article 2 of the bill, which became the second paragraph of Article 4(a) of the Act on the judiciary No 15/1998, includes the following passage: "Many factors need to be taken into consideration when a candidate is being evaluated, such as professional legal experience, whether it be in the field of judicial functions, legal representation, other legal work, academic work or within the administration, but an applicant must in general possess comprehensive and wide-ranging legal training and knowledge. Auxiliary responsibilities of the applicant shall also be taken into consideration, such as committee work or other related functions which might prove beneficial to a candidate for the office of judge. It must in general be considered beneficial for an applicant to possess wide-ranging professional experience, although this must be evaluated on a case-by-case basis. The committee should also look to and seek opinions on an applicant's job performance, whether the applicant is efficient in the performance of his or her duties, industrious, whether the applicant can separate main points from minutiae, and present his or her opinion clearly in both written and spoken form. To that end, academic work may be examined, the applicant's court representation experience, or the legal opinions which the applicant may have authored. An applicant for the office of judge must furthermore be capable of good communication with others."

The second paragraph of Article 4(a) of Act No 15/2008 concludes by stating that in other respects, the Minister shall establish further rules on the functions of the committee. The Minister of Justice and Human Rights, now the Minister of the Interior, introduced Rules No 620/2010 on the functions of the evaluation committee tasked with assessing the qualifications of applicants for the office of judge. Article 4 of the Rules, which replaced the previously existing rules, sets out the criteria on which the committee is to base its assessment; the Article reads:

"Article 4

Considerations on which the evaluation committee shall base its assessment

The report of the evaluation committee shall state which applicant or applicants are most qualified for appointment to the judicial position in question. The committee shall consistently ensure that equality is respected in its assessment. The conclusion shall be based on a comprehensive assessment of objective considerations, taking into account the qualities of the applicants and considering education and experience, integrity, competence and professional efficiency, as further noted below:

1. Education, professional profile and academic knowledge. In assessing the education, professional profile and academic knowledge of applicants, the evaluation committee shall work under the assumption that it is preferable for applicants to have varied professional legal experience, e.g. in fields such as the judiciary, legal representation or other legal work, within the administration or in the academic community. The applicant must in general possess comprehensive and wide-ranging legal training and knowledge. Note shall be taken of whether an applicant has obtained an advanced degree.
2. Ancillary duties and social activities. Ancillary duties of the applicant shall also be taken into consideration, such as committee work or other related functions which might prove beneficial to a candidate for the office of judge. Extensive participation in social activities may be taken into consideration.
3. General professional competence. In assessing general professional competence, account shall be taken of whether the applicant has demonstrated independence, impartiality, initiative and efficiency in the performance of duties and whether the applicant can easily separate main points from less important details. The applicant should preferably have management experience. The applicant should have good command of Icelandic and be able to express himself or herself clearly

in both written and spoken form.

4. Specific professional competence. It is important that the applicant has mastered civil and criminal law and can adhere to instructions set in law on writing judgements and do so in proper language. The applicant must be able to administer proceedings resolutely and fairly, and process those cases delegated to him or her quickly and decisively.

5. Personality traits. The applicant must be able to communicate effectively with both his or her colleagues and those who have business with the court. The applicant must be highly regarded both professionally and personally, and be without reproach in his or her personal life."

The notes on the bill which became Act No 45/2010 amending Act No 15/1998 on the judiciary, as amended (appointment of judges), point out that other acts of law also contain provisions that need to be taken into account in the appointment of judges, including the Administrative Procedures Act No 37/1993, Act No 10/2008 on equal status and equal rights of women and men, and Act No 70/1996 on the rights and obligations of government employees.

The first paragraph of Article 11 of the Administrative Procedures Act No 37/1993 provides that the authorities shall resolve matters in a consistent and equal manner for legal purposes. This provision is reiterated at the beginning of the first paragraph of Article 4 of the above-cited Rules No 620/2010.

The second paragraph of Article 11 of the Administrative Procedures Act No 37/1993 is a non-discrimination provision which lists certain criteria that may not be used as a basis for determining which applicant is best qualified for the position. The provision reads: "In resolving matters it is prohibited to discriminate against parties on the basis of considerations relating to their gender, race, skin colour, nationality, religion, political beliefs, social standing, family relation or other similar reasons."

The aim of Act No 10/2008 on equal status and equal rights of women and men is, inter alia, to establish and maintain equal status and equal opportunities for women and men and thus promote gender equality in all spheres of society. All individuals should have equal opportunities to benefit from their own enterprise and to develop their skills irrespective of gender, as stated in Article 1 of the Act. According to the first paragraph of Article 20 of the Act, vacant positions that are open for application shall be equally accessible to women and men. The first paragraph of Article 24 of the Act further provides that all forms of discrimination, direct or indirect, on grounds of gender, are prohibited. According to point 1 of Article 2 of the same Act, it is considered direct discrimination when one individual receives less favourable treatment than another of the opposite sex in comparable circumstances. According to point 2 of Article 2 of the same Act, on the other hand, it is considered indirect discrimination when an impartial requirement, standard of reference or measure affects either sex more heavily than the other, unless this is appropriate, necessary or justifiable in terms of impartial considerations independent of gender. The first paragraph of Article 26 of the Act then reaffirms the point that employers are prohibited from discriminating between applicants on grounds of their gender. The same applies regarding promotion, changes of position, retraining, continuing education, vocational training, study leave, notice of termination, the working environment and employees' working conditions.

It should also be noted that the Supreme Court has found that the Act on equal status and equal rights of women and men would serve little purpose unless its non-discrimination principles are understood to mean that a job should be given to a woman if she is at least as qualified as a competing man in terms of education and other relevant factors, provided that there are few women working in the field in question, cf. Supreme Court judgments H 1993:2230, H 1996:3760, H 1998:3599 and H 2006:4891. In the opinion of the committee, the Minister would have to apply this rule if two or more applicants are found by the committee to be equally qualified.

Finally, it should be mentioned that the notes on the bill which became Act No 45/2010 amending Act No 15/1998 on the judiciary, as amended (appointment of judges), point out that Recommendation No R(94)12 of the Committee of Ministers of the Council of Europe of 13 October 1994 on the Independence, Efficiency and Role of Judges, states that all decisions concerning the appointment and professional career of judges should be based on objective criteria and on merit, having regard to qualifications, integrity, ability and efficiency. The initial provision of the first paragraph of Article 4 of Rules No 620/2010 is based on this recommendation.

5. 2. Formation

5. 2. 1. Formation

127) Formation des juges

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	No training offered
Formation continue générale	No training offered
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	No training offered
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	No training offered
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Optional

128) Fréquence de la formation continue des juges:

Formation continue générale	Occasional (e.g. at times)
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Annual
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Annual
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Occasional (e.g. at times)

129) Formation des procureurs

Formation initiale	No training offered
Formation continue générale	Compulsory
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en crime organisé)	No training offered
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	No training offered
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	No training offered

130) Fréquence de la formation continue des procureurs :

Formation continue générale	Occasional (e.g. at times)
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en crime organisé)	No training offered
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	No training offered
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Occasional (e.g. at times)

131) Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs? Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s) ? Si vos institutions de formation judiciaire ne répondent pas à ces critères, veuillez le préciser.

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	NAP	NAP	NAP
Une institution pour les procureurs	NAP	NAP	NAP
Une institution commune pour juges et procureurs	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

A working group appointed by the public prosecutor will submit a report soon making suggestions for training and education for prosecutors, both initial training and in-service training. The police commissioners have offered courses for prosecutors, and the public prosecutor has had at least one information meeting annually for prosecutors.

E.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 3. Exercice de la profession

5. 3. 1. Exercice de la profession

132) Salaires des juges et des procureurs.

	Salaires annuels bruts (€), en €, au 31 décembre 2010	Salaires annuels nets (€), en €, au 31 décembre 2010
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	56 885	0
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président)	70 008	0

de la cour)		
Procureur au début de sa carrière	51 769	0
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	70 469	0

Commentaire :

The 0 represents NA, an error message appears requiring a numerical value when NA is entered.

Q132 : Gross annual salary in €, before taxes and any welfare costs.

132#1#4 : A correction needs to be made on the numbers. In the year 2008 salaries of the public prosecutor (State prosecutor) were 66.877 Euros (exchange rate in 2008 was 170 ISK, and the salaries were 11.369.007 ISK) and in the year 2010 salaries were 70.469 Euros, (exchange rate in 2010 was 153,8 ISK and the salaries were 10.838.076 ISK).

132#1#3 : In the year 2008 salaries of prosecutors were 50.759 Euros (exchange rate in 2008 was 170 ISK, and the salaries were 8.629.066 ISK) and in the year 2010 salaries were 51.769 Euros, (exchange rate in 2010 was 153,8 ISK and the salaries were 7.962.096 ISK).

By law, salary of the Public prosecutor was decreased temporarily, as well as salaries of all officialdoms in Iceland. Salaries of public employees did also decrease. This is an effect of the banking crisis in 2008 and effect of demand of savings in government operations.

The average exchange rate in 2008 was 170 but in 2010 it was 153,8. This explains the increase in Euros, but in fact the salaries decreased by law of 5-15%. How much it decreased based on how high the salaries were.

133) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Oui	Oui
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Non	Non

134) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

Only Supreme Court judges and the General Prosecutors have special pension.

135) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

Enseignement	Oui	Oui
Recherche et publication	Oui	Oui
Arbitrage	Oui	Oui

Consultant	Oui	Oui
Fonction culturelle	Oui	Oui
Fonction politique	Non	Oui
Autre fonction	Oui	Oui

136) Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

As legislated in Act on the Judiciary No. 15/199, a judge may not accept an occupation or become the owner of a share in a company or enterprise if this is not compatible with his office or carries a risk that he will not be able to discharge his official duties properly. The Committee on Judicial Functions shall issue general rules concerning which additional functions may be considered compatible with a judge's official functions. A judge shall report any additional functions to the Committee before accepting them. If the general rules issued by the Committee do not enumerate that function, a judge shall seek its permission in advance. The Committee on Judicial Functions shall issue general rules. The committee has set rules in Regulation No. 463/2000 concerning the extent to which ownership of a share in a company or enterprise is compatible with the office of a judge. A judge shall report any share acquired by him in a company or enterprise to the Committee. If the general rules issued by the Committee do not provide for his right to own such a share, the judge shall seek its permission in advance. The Committee on Judicial Functions can, by a reasoned decision, prevent a judge from discharging an additional function or owning a share in a company or enterprise. A judge shall be obliged to heed such prohibition, but is entitled to seek a judicial resolution on its legality.

137) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	Oui	Oui
Recherche et publication	Oui	Oui
Arbitrage	Oui	Oui
Consultant	Non	Oui
Fonction culturelle	Oui	Oui
Fonction politique	Non	Oui
Autre fonction	Oui	Oui

138) Précisions s'il existe des règles particulières (par exemple autorisation nécessaire pour exercer tout ou partie de ces activités). Si « autre fonction », veuillez préciser :

The director of public prosecutions has the same legal status as Supreme Court judges according to Art. 20 of Act nr. 88/2008 on criminal procedure. Therefore the same rules apply regarding functions, see answer to Q136.

Regarding other prosecutors, provisions in Act. 70/1996 on the rights and obligations of public employees apply. These provisions provide that before a public employee undertakes an additional remunerated function, takes a seat on the board of a company or starts his own business he is obliged to report this to the authority who employing him. The public employee shall be notified within 2 weeks if the function is not compatible with his office and therefore not permitted. A complaint regarding refusal of permission for an additional function can be lodged with the Minister. If it later becomes clear that an additional function cannot be performed alongside official duties the employee shall be instructed not to carry on with the function.

139) Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions (par exemple nombre de jugements rendus pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5. 4. Procédures disciplinaires

5. 4. 1. Procédures disciplinaires

140) Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (choix multiples possibles) ?

- Citoyens
 Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
 Cour suprême
 Conseil Supérieur de la Magistrature
 Tribunal ou autorité disciplinaire
 Médiateur
 Parlement
 Pouvoir exécutif
 Autre ?
 Ceci n'est pas possible

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

Article 61 of the Constitution: In the performance of their official duties, judges shall be guided solely by the law. Those judges who do not also have administrative functions cannot be discharged from office except by a judicial decision, nor may they be transferred to another office against their will, except in the event of re-organization of the judiciary. However, a judge who has reached the age of 65 may be released from office, but judges of the Supreme Court shall not lose any of their salary.

For the discharge of the functions provided for in this Chapter, the Minister of interior shall appoint three persons to form a Committee on Judicial Functions, and three alternates. One member shall be appointed as proposed by the Icelandic Association of Judges, another as proposed by the Law Faculty of the University of Iceland, and the third without a nomination. The person appointed without a nomination shall serve as chairman, and shall fulfil the requirements set for appointment to the office of a Supreme Court judge. The term of appointment shall be six years, with the proviso that the term of one member shall expire every second year. Alternates shall be appointed in the same manner. A principal member of the Committee shall not be appointed for more than two consecutive terms. The decisions taken by the Committee on Judicial Functions can not be referred to any higher administrative authority.

Any person who considers that a judge has committed an infringement against his or her rights in the discharge of judicial functions can lodge a written complaint of the matter with the Committee on Judicial Functions. The events in question shall be described in the complaint, and reasons presented for the allegation that the rights of the complainant have been infringed upon. If the Committee, having received a complaint, immediately considers evident that it does not warrant any further action, it shall dismiss the complaint. If not, the Committee shall afford the judge, and the person in charge of the court in question, an opportunity to present their written observations within a specified period of time. The Committee may consider two or more complaints at once, if they relate to the same judge.

In case of dismissal as a disciplinary sanction, it is stated in the act of The Judiciary, that if the person in charge of a court considers that the professional conduct or performance of a judge, or his private conduct, is worthy of censure, without the provisions of Act No. 15/1998 being applicable, he may request, orally or in writing, that the judge correct the matter. If a request made in accordance with this is not successful, or if the person in charge of the court considers the matter so serious that a request of this kind is not suitable, the person in charge of the court shall refer the matter to the Committee on Judicial Functions in writing, stating the reasons. The same procedure shall be followed in case a judge does not heed a decision of the Judicial Council or a prohibition laid down in accordance with the provisions of Section 26, fourth paragraph (Act of Judiciary No. 15/1998). The Minister of interior may refer a matter to the Committee on Judicial Functions in the manner provided for in the second paragraph. The Committee may also consider a matter on its own initiative if the situation is such as described there.

141) Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (choix multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif
- Autre?
- Ceci n'est pas possible

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

For further explanation, see answer regarding question no. 143 of the questionnaire.

142) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Parlement
- Pouvoir exécutif
- Autre?

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :
See answer regarding question no. 140 of the questionnaire.

143) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif
- Autre ?

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

The public prosecutor enjoys the same legal status as supreme court judges according to Art. 20 of Act nr. 88/2008 (law of procedure in criminal cases). Therefore the same applies to the public prosecutor as to supreme court judges, see answer to Q140.

The public prosecutor has the highest prosecutorial powers according to Art. 20 of Act nr. 88/2008. Art. 21 provides that the public prosecutor sets general rules and instructions about the treatment of prosecutorial powers and supervises the practice of prosecutorial powers in the country. Para 3 Art. 21 provides that the public prosecutor can give binding instructions to other prosecutors in particular cases.

Act nr. 70/1996 on the rights and obligations of public employees applies to other prosecutors, as to other officials. The public prosecutor is the director of the Office of the public prosecutor and is responsible for ensuring that the institution he commands operates according to the law, regulations and his terms of reference according to para 2 Art. 38 of Act nr. 70/1996. Within the powers of directors of public institutions is regulating personnel within his Office, that is to enact certain measures towards his staff according to Act nr. 70/1996. Prosecutors are the staff of the Office of the public prosecutor and others entrusted with prosecutorial powers are under the supervision of the public prosecutor according to what has been stated above. Prosecutors are public officials according to the definition of the Act (point 5 Art. 22).

Act nr. 70/1996 contains a provision regarding written reprimands to a member of staff who has not been punctual or has shown other negligence, disobeyed legal orders given by his superior, shown ignorance or not handled his work with care, has not shown satisfactory results in his work, has been under the influence of alcohol at work or shown conduct or acts in or out of daily work that is in other ways indecent. Before being presented with written reprimands the member of staff should be allowed to state his case if possible.

An official shall be relieved temporarily of his work if he has not been punctual or has shown other negligence, disobeyed legal orders given by his superior, shown ignorance or not handled his work with care (see eg. Art. 38 Act nr. 70/1996), , has been under the influence of alcohol at work or shown conduct or acts in or out of daily work that is in other ways indecent, inappropriate or incompatible with the office he serves.

If an official handles financial affairs he may be relieved of his work temporarily if suspicions arise or are confirmed that the financial affairs or bookkeeping is in disarray, he has been declared bankrupt or asked for a composition with creditors. The same applies if an official is suspected of conduct that would result in disbarment according to Art. 68 of the General Penal Code.

Art. 27 provides that if an official has been relieved of his work temporarily for suspected flaws in his work, a committee of experts shall investigate his case to see if it would be right to ask for full resignation or allow him to take office again.

Art. 29 provides that an official shall be dismissed from office if he has been deprived of office with a final judgement. If an official has been deprived of office with a first instance court judgement, the judgement shall provide whether it shall be fully enacted right away or be postponed until it is clear that it will not be appealed or until a final judgement.

An official shall be dismissed from office if the majority of a committee according to Art. 27 reaches the conclusion that it was correct to relieve him temporarily of office, unless it becomes clear that the misdemeanors he was suspected of did not occur. An official shall be dismissed from office without condition, if he has confessed to criminal behaviour that will likely lead to disbarment according to Art. 68 of the General Penal Code.

Art. 68 of the General Penal code nr. 19/1940 provides that if a public official commits a crime he may be disbarred in the criminal case against him if he no longer is fit to serve his office. This disbarment may be temporary up to 5 years, or for life.

Art. 31 of Act nr. 70/1996 provides that the public authority that appoints a man for office is the authority that relieves him from office unless otherwise stated in the law. As the Minister of the Interior appoints the office of public prosecutor, it would be the Minister of the Interior who would relieve him of his office formally.

144) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	0	0
1. Faute déontologique	0	0
2. Insuffisance professionnelle	0	0
3. Délit pénal	0	0
4. Autre	0	0

Commentaire :

There have been complaints to the Committee on Judicial Functions and to the State prosecutor and to the Ministry of Interior. In all cases there were no reason for any disciplinary proceedings.

145) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Si « autre », veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez préciser les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	0	0
1. Réprimande	0	0
2. Suspension	0	0
3. Révocation	0	0
4. Amende	0	0
5. Diminution de salaire temporaire	0	0
6. Rétrogradation de poste	0	0
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	0	0
8. Démission	0	0
9. Autre	0	0

Commentaire :

There have been complaints to the Committee on Judicial Functions and to the State prosecutor and to the Ministry of Interior. In all cases there were no reason for any sanctions, admonished or any other actions.

E.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources aux questions 144 et 145

Ministry of Interior.

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession et formation

6. 1. 1. Statut de la profession et formation

146) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays.

961

147) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

148) Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter en justice

NA

149) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ? (plusieurs options sont possibles) pour les :

- Affaires civiles
 Affaires pénales - Défendeur
 Affaires pénales - Victime
 Affaires administratives
 Il n'y a pas de monopole

En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, un membre de la famille, un syndicat, etc....) et pour quelles affaires :

150) La profession d'avocat est-elle organisée à travers (plusieurs réponses possibles):

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

151) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
 Non

Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire :

152) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui Non

153) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

 Oui Non

Si oui, veuillez préciser :

F.1

Veillez indiquer les sources aux questions 146 et 148 :

Commentaires utiles à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre :

The Icelandic Bar Association.

Q146 : Several factors can explain the increase in the total number of lawyers practicing in Iceland between 2008 and 2010. This is most probably an effect of the banking crisis in 2008 with an increased demand for the service of lawyers by banks, creditors, surveillance authorities, investigations and prosecutions of economic crimes, etc. Another factor that may explain the increase in the number of lawyers is a great increase in the number of lawyers graduating from the country's 4 law schools. Demand for lawyers has increased, but not proportionally to the number of graduated lawyers. Therefore many lawyers choose to take the bar exam as they feel that the right to practice law before the Icelandic District Courts will increase their chances of employment.

6. 2. Exercice de la profession

6. 2. 1. Exercice de la profession

154) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (à savoir, est-ce que les usagers peuvent aisément obtenir des informations préalables sur le montant des honoraires prévisibles, sont-ils transparents et loyaux) ?

 Oui Non

155) Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

 Oui Non

156) La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

 Oui, la loi contient des règles Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

F.2**Commentaires utiles à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre :**

The Judicial Council provides rules on lawyer's fees (hourly rate) in certain cases, such as criminal cases.

The State (Ministry of the Interior) provides rules on lawyer's fees (hourly rate) in certain cases, such as legal aid cases.

6. 3. Standards de qualité et procédures disciplinaires**6. 3. 1. Standards de qualité et procédures disciplinaires****157) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
 Non

Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

159) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veuillez préciser :

According to Article 26 of the Law on Lawyers nr. 77/1998, either party to a dispute between a lawyer and his client concerning the lawyer's right to payment for his services or the amount thereof may refer the dispute to the Professional Lawyers' Resolution Committee.

According to Article 27 of the Law on Lawyers nr. 77/1998, any person considering that a lawyer has, in the course of his functions, damaged his interests by unlawful conduct or conduct contrary to rules issued in accordance with Article 5, the second paragraph, may submit a complaint against the lawyer to the Professional Lawyers Resolution Committee.

160) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- le juge
 le ministère de la justice
 une instance professionnelle
 autre

Si autre, veuillez préciser :

According to Article 3, Section 3 of the Law on Lawyers no. 77/1998, an independent Resolution Committee shall be active under the auspices of the Icelandic Bar Association, to resolve the cases referred to it in accordance with the provisions of this Act. The Resolution Committee shall have jurisdiction over lawyers practising in Iceland in accordance with the provisions of Article 1, the second paragraph. The Committee shall be composed of three members, with three alternates. Each member shall have a seat on the Committee for three years at a time, subject however to one seat becoming vacant each year. One member shall be appointed by the Icelandic Bar Association in accordance with provisions in further detail laid down in its statutes, one shall be appointed by the Minister of Interior, and one shall be appointed by the Supreme Court of Iceland from among lawyers engaged in independent practice, and shall fulfil the requirements set for the office of a Supreme Court judge.

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Si « autre », veuillez spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

	Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1. Faute déontologique	2. Insuffisance professionnelle	3. Délit pénal	4. Autre
Nombre	NA	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

162) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Si "autre", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Nombre total des sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1. Réprimande	2. Suspension	3. Révocation	4. Amende	5. Autre (par exemple exclusion du barreau)
Nombre	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

F.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. 1. Mesures alternatives au règlement des litiges

163) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 168

[Médiation judiciaire : dans ce type de médiation, il y a toujours l'intervention d'un juge ou d'un procureur qui facilite, conseille, décide ou/et approuve la procédure. Par exemple, dans des litiges civils ou des cas de divorce, les juges peuvent diriger les parties vers un médiateur s'ils estiment que des résultats plus satisfaisants peuvent être obtenus pour les deux parties. En matière pénale, le procureur peut se proposer en tant que médiateur entre un délinquant et une victime (par exemple pour établir un accord d'indemnisation).]

- Oui
 Non

164) Veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Non	Non	Non	Oui	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Non	Non	Non	Oui	Non
Affaires administratives	Non	Non	Non	Oui	Non
Licenciements	Non	Non	Non	Oui	Non
Affaires pénales	Non	Non	Non	Oui	Non

165) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

For mediation in court by a judge, usually in family law cases regarding custody of children.

166) Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés qui exercent la médiation judiciaire :

NAP

167) Nombre total de procédures de médiation judiciaire

Veuillez indiquer la source dans la boîte "commentaire" ci-dessous:

Nombre total (1+2+3+4+5)	NA
1. les affaires civiles	NA
2. les affaires familiales	NA
3. les affaires administratives	NA
4. les affaires de licenciements	NA

5. les affaires pénales

NA

Commentaire :

168) Votre système judiciaire connaît-il les formes d'ADR suivantes.**Si "autres mesures", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous.**

la médiation autre que la médiation judiciaire?	Oui
l'arbitrage?	Oui
la conciliation?	Non
d'autres mesures alternatives au règlement des litiges?	Non

Commentaire :

Magistrates can serve as mediators according to art 107 of the code of civil procedure. A judge can, upon request of all parties, refer a case to the magistrate if he believes it will lead to a successful conclusion. The parties themselves can also in some instances bring a case before a magistrate without the instrumentality of a judge.

G.1**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources des réponses à la question 166

NAP

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

169) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

- Oui
 Non

170) Nombre d'agents d'exécution

24

171) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):
They are all lawyers.

172) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution ?

- Oui
 Non

173) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
 une instance régionale ?
 une instance locale ?
 NAP (la profession n'est pas organisée)

174) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
 Non

175) Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
 Non

176) Est-ce que la loi stipule des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui
 Non

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 170 :

Act nr. 92/1989

8. 1. 2. Efficacité des services d'exécution

177) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

- Oui
 Non

178) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Si autre, veuillez préciser :

179) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, quels sont les critères de qualités utilisés ?

Act nr. 90/1989 on enforcement with amendments is detailed on the procedures and requirements for enforcement.

180) Qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

- un organisme professionnel
 le juge
 Ministère de la Justice
 autre

Si "autre", veuillez préciser :

The parliament passes laws and the standards and procedures of enforcement are detailed in the Act on enforcement nr. 90/1989 with amendments.

181) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

182) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The ministry of the interior (formerly the ministry of justice and human rights).

183) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Si autre, veuillez préciser:

184) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

185) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

186) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ?

- entre 1 et 5 jours
 entre 6 et 10 jours
 entre 11 et 30 jours
 plus

Si plus, veuillez préciser

187) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1+2+3+4)	NA
1. pour faute déontologique	NA
2. pour insuffisance professionnelle	NA
3. pour délit pénal	NA
4. Autre	NA

Commentaire :

188) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution.

Si "autre", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	NA
1. Réprimande	NA
2. Suspension	NA
3. Révocation	NA
4. Amende	NA
5. Autre	NA

Commentaire :

H.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

The magistrates represent the administrative branch of government locally. They do not wield any judicial powers. Among their duties are direction of police, crime investigation, public prosecution, direction of custom, collection of state revenue, civil marriages, separation and divorces, decisions on rights of access and support payments under family law, legal competency, real estate records, various involvement of estates and death, enforcement of judgements, forced sales, etc. Disputes concerning the function of magistrates can be referred to the courts in many cases, in particular those concerning the enforcement proceedings and settlement of estates at death, but if not, administrative appeal is taken to the Ministry of the Interior.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

The District Commissioner of Keflavik and previous answers.

8. 2. Exécution des décisions pénales**8. 2. 1. Exécution des décisions pénales****189) Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)**

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité

Veillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Si "autre autorité", veuillez préciser :

190) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

191) Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 moins de 50%
 ne peut être estimé

Veillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question:

H.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Notaires

9. 1. 1. Notaires

192) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 197

- Oui
 Non

193) Les notaires ont-ils un statut :

Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

- privé (sans contrôle d'une autorité publique)? nombre
de profession libérale réglementée par les
pouvoirs publics ? nombre
public? NA
autre ? nombre

Commentaire :

194) Le notaire exerce-t-il une fonction (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

195) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

196) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

I.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

10. Interprètes judiciaires

10. 1. Interprètes judiciaires

10. 1. 1. Interprètes judiciaires

197) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

198) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

199) Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

NA

200) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :
A law of certified court interpreters and translators no. 148/2000 Art. 3
Reg. no. 893/2001

201) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ? Si non, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous quelle autorité est responsable de la sélection.

- Oui pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
Oui pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non

Commentaire :

The Minister of the Interior appoints a Test committee of three men for a duration of 4 years. For each individual language the Minister appoints a Test committee of three men for that language.

J.1

Vous pouvez indiquer tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 199 :

NAP

11. Experts judiciaires

11. 1. Experts judiciaires

11. 1. 1. Experts judiciaires

202) Dans votre système, les experts interviennent-ils durant la procédure judiciaire comme (choix multiple possible):

- "Experts témoins" à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation
- "Experts techniques" qui mettent à la disposition du tribunal leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait
- "Experts juristes" qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement)

203) Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

204) La fonction d'expert judiciaire est-elle régulée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

205) Nombre d'experts judiciaires (experts techniques) accrédités ou enregistrés.

NA

206) Existe-t-il des critères relatifs à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

Chapter IX of the Act on procedure in civil matters holds provisions on reports to the judge. When a judge appoints a judicial expert a timeframe for the exercise of the expert's function is decided.

207) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Si non, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous quelle autorité est responsable de la sélection des experts judiciaires?

- Oui pour les recruter et/ou la nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non .

Commentaire :

K.1

Vous pouvez indiquer tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 205 :

Act 91/1991 on procedure in civil matters

12. Réformes envisagées

12. 1. Réformes envisagées

12. 1. 1. Réformes

208) Veuillez fournir des informations sur le débat actuel dans votre pays sur le fonctionnement de la justice. Des réformes sont-elles en préparation ou envisagées. Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux

2. Budget

3. Tribunaux et Ministère Public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

4. Conseil supérieur de la Magistrature

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

7. Exécution des décisions de justice

8. Médiation et autres ADR

9. Lutte contre la criminalité et système pénitentiaire

10. Autres

A group of professional organisations in the legal system in Iceland (lawyers, litigators, judges and prosecutors) appealed to the Minister to change the judicial system from a two tier court system to a three tier court system, adding a court of appeals to the present system of district courts and the supreme court. A working group appointed by the Minister has delivered a report with two recommendations, either to set up a court of appeals for criminal cases only, or a court of appeals for both civil and criminal cases. The Minister has expressed a will to set up a three tier system with a court of appeals but a decision has not been reached regarding the two choices set forth by the working group.

Another idea that is being discussed within the Ministry is to merge the district courts, no decision has been made regarding this idea.